

A l'aide des documents ci joints =

- Définir l'émergence dans ses aspects éco, démographiques et spatiaux
- Quels liens établir entre émergence et inégalités ?

Documents 1 et 2 = définir l'émergence

Les pays émergents : performance ou développement ? par [Dalila Nicet-Chenaf](#) , le 4 mars 2014, la vie des idées

« Pays émergents » : la paternité du terme est, en règle générale, attribuée à Antoine van Agtmael, économiste à la Société Financière Internationale qui voulait, par ce terme, faire la distinction à l'intérieur de la catégorie des Pays En Développement (PED) entre ceux qui présentaient des risques importants pour les investisseurs internationaux et ceux qui, au contraire, pouvaient être des « terres d'opportunités ». Il s'agissait dans les années 1980 par la désignation « pays émergents », de distinguer le bon grain (pays à forte croissance, faiblement endettés, dont le compte de capital était suffisamment ouvert pour accueillir des capitaux) de l'ivraie (pays à faible croissance, croulant sous le poids de la dette, relativement fermé aux entrées de capitaux).

Les années 1980 et la crise de la dette consacrèrent le terme qui par la suite joua tant le rôle de « bon signal » pour les investisseurs que nombreux furent les PED qui le mobilisèrent dans leur propre discours de politique économique ou comme objectif de leur stratégie de développement. On pense ici par exemple au Maroc qui commanda au Boston Consulting Group un rapport « Plan émergence » dont l'objectif était de mettre en évidence les points forts du pays sur lesquels pourraient s'appuyer un processus d'émergence ou aux discours récents des dirigeants angolais pour qui les 10% de croissance annuelle moyenne sur la dernière décennie laissent espérer un processus d'émergence pour le pays.

Comment caractériser aujourd'hui un pays émergent ? Une réponse concise à cette question est difficile à formuler voire impossible. Il suffirait, se dit-on, de se référer aux listes de pays établies par les institutions internationales (Banque Mondiale, FMI), les organismes financiers (Goldman et Sachs) ou groupe d'experts (Boston Consulting Group, Standards and Poor's), pour cerner le contour de cette catégorie de pays. Or, depuis les années 1980, les listes de pays émergents ne cessent de se multiplier (chaque organisme international à sa propre liste de pays émergents), de se renouveler, sans qu'il soit réellement possible de les recouper – excepté pour les indétrônables Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud (BRICS) qui y apparaissent systématiquement – ou de repérer des critères d'élaboration réellement communs. Ces listes mêlent de grands et de petits pays (en termes de taille et de population), des pays rentiers et producteurs de pétrole et des pays plus ou moins insérés dans les échanges mondiaux.

Un point qui est pourtant acquis est qu'il s'agit effectivement de PED mais d'un genre particulier. Or, sur ce dernier point, « la particularité du genre », il existe un seul consensus : celui des performances macroéconomiques qui font de ces pays les nouvelles locomotives de la croissance mondiale. En effet, les pays en développement – dont les émergents – représentent aujourd'hui 50% du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, 40% du PIB mondial en valeur et 45% du commerce mondial (WTR, 2013). À eux seuls les 5 BRICS représentent 18 % du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, 40 % de la population, 15% du

commerce et 40 % des réserves monétaires de la planète. Les BRICS devraient assurer également en 2015 selon le FMI plus de 60% de la croissance mondiale ce qui naturellement n'est pas sans bousculer les équilibres mondiaux et renverser le rapport de force Nord-Sud.

Document 2 : Antoine Fleury et Myriam Houssay-Holzschuch, « Pour une géographie sociale des pays émergents », *EchoGéo* [En ligne], 21 | 2012

En premier lieu, il faut souligner que le terme d'émergence prend sa place dans une histoire des catégories utilisées pour penser le monde, sa diversité, ses disparités et inégalités. On le sait, dire c'est faire, nommer c'est s'approprier : la construction sociale de catégories, spatialisées ou non, est une pratique scientifique commune sur laquelle il faut se pencher de manière critique.

Alors qu'on parlait, après la Seconde Guerre mondiale, de « pays en développement », dans une perspective téléologique, normative et centrée sur le champ économique, puis de « Tiers Monde » – le terme renvoyant à une posture d'affirmation et de revendication politique à l'époque de la Guerre froide – avant d'utiliser l'appellation « Sud », singulier puis pluriel et politiquement plus neutre en apparence car naturalisé, « l'érosion des cadres d'analyse et des modèles politiques ainsi que la grande diversité des résultats économiques ont fait prendre conscience de la multiplicité des trajectoires nationales » (Gabas et Losch, 2008, p. 27), ce qui a donné lieu à l'éclosion progressive de nouveaux termes capables de rendre compte de cette diversité : nouveaux pays industriels (NPI), pays les moins avancés (PMA), pays en transition (correspondant aux anciens pays du bloc soviétique), etc. L'appellation « pays émergent », aujourd'hui couramment utilisée, s'inscrit dans ce mouvement, même si elle ne renvoie pas à un groupe unifié de pays dans les statistiques internationales non plus qu'à une série de critères quantifiés. Elle est d'abord apparue dans le monde de la finance au cours des années. On commence alors à parler d'économies à *marché émergent* pour désigner des pays à la croissance rapide et présentant des opportunités d'investissements pour les entreprises des pays riches. Puis elle s'est diffusée par la suite dans les médias et dans le champ académique.

Trois grands phénomènes, correspondant chacun à de profondes transformations économiques dans plusieurs groupes de pays, ont contribué à l'affirmation de la catégorie de « pays émergent ». C'est en premier lieu les changements dans la géographie de la production industrielle, dans laquelle certains pays « en développement » ont progressivement pris plus d'importance : les « dragons asiatiques » (Hong-Kong, Taiwan, Corée du Sud et Singapour), suivis par les « bébés dragons » (Malaisie, Thaïlande, Indonésie et Philippines) voire les « jaguars » sud-américains ont attiré l'attention des investisseurs et des financiers, tout comme une série disparate de processus économiques et spatiaux (développement des zones franches, *maquiladoras*, délocalisations...). Une seconde dimension du processus est apparue avec la mise en place de réformes économiques dans une grande partie de l'ancien bloc communiste, s'engageant dans une transition vers l'économie de marché, avec une phase de croissance importante : politique d'ouverture par les Zones économiques spéciales de la Chine, *Doi Moi* vietnamien, chute de l'Union soviétique, « européanisation » économique et politique des pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Enfin, on observe l'affirmation sur la scène économique et politique mondiale d'un certain nombre de « grands » pays émergents (Chine, Brésil, Russie et Inde) qui se distinguent par la taille de leur territoire et l'importance de leur population, avec son corollaire : un marché intérieur gigantesque. En particulier, la Chine joue ici un rôle majeur : sa croissance économique, ses capacités de production et d'exportation, sa puissance financière et créditrice, ainsi que sa place très rapidement devenue majeure dans les géographies mondiales du pouvoir en font un acteur à part, mais aussi archétypique à la fois de l'émergence et du nouveau polycentrisme mondial.

Document 3 : les effets spatiaux de l'émergence

« Le développement exponentiel de classes moyennes éduquées – même si le terme demeure flou – est l'un des faits marquants de cette dernière décennie. Ces classes moyennes tendent à consommer sur le modèle des pays du Nord ou s'en rapprochent, envoient leurs enfants dans les universités, voyagent et sont ouvertes sur le monde extérieur. L'automobile et le *mall* sont les figures archétypales de ces nouveaux modes de consommation, dont la diffusion est soutenue par le développement des moyens de communication (Internet, télévision...). En même temps, cette importance croissante des classes moyennes va de pair avec une polarisation sociale tout aussi croissante : en effet, la recomposition du marché du travail accentue considérablement les disparités en termes d'accès à l'emploi, de revenus comme de conditions de travail. Certes, le processus d'émergence est de nature à créer des emplois, mais le chômage reste une réalité importante dans beaucoup de pays émergents de même que le secteur informel. Et comme le rappellent Piveteau et Rougier (2010), « les principaux émergents possèdent les indices de Gini les plus élevés révélant une forte concentration des richesses dans le décile supérieur ». C'est l'Amérique latine, en particulier le Brésil, qui est la plus concernée, mais les inégalités se sont également creusées dans la plupart des pays d'Asie au cours des dix dernières années : en Chine, le coefficient de Gini est ainsi passé de 0,3 à la fin des années 1970 à 0,45 en 2002 et selon la Commission chinoise du développement national, les 10 % de la population urbaine les plus riches du pays possèdent 45 % des biens contre 1,4 % seulement pour les 10 % les plus pauvres. Quant à l'essor de la société de consommation, il alimente les inégalités sociales par les frustrations qu'elle peut provoquer, comme en témoigne la revendication de nouveaux modes de vie et de loisirs.

À ces inégalités sociales font écho des inégalités territoriales croissantes, encore une fois liées aux modalités mêmes d'émergence, qui s'effectue le plus souvent de manière partielle et segmentée. L'émergence produit en fait des inégalités à toutes les échelles géographiques (Bret, 2011). Qu'il s'agisse de l'Inde, du Mexique, de la Chine ou du Brésil, les inégalités territoriales sont fortes à l'échelle nationale et se trouvent même renforcées par le mécanisme d'émergence. Le cas de la Chine est éloquent : aux régions côtières, qui assurent une grande partie des 10 % de croissance annuelle, s'opposent les régions intérieures et leurs 500 millions de paysans (Sanjuan, 2007). À une échelle plus fine, les grandes villes sont emblématiques de ces inégalités croissantes, comme en témoigne le développement des « *Business improvement districts* » dans les quartiers centraux (Peyroux *et al.*, 2012) ou de l'enfermement volontaire des plus riches dans des quartiers fermés (Capron, 2006). L'émergence se développe en fait de manière inégale, en lien avec des contextes locaux favorables (développement d'un tissu d'entreprises locales, montée en puissance d'une classe moyenne, présence d'un marché solvable, etc.) et avec la concentration des investissements étrangers dans des localisations particulièrement valorisées pour diverses raisons (coût de l'investissement, législation fiscale, sociale et environnementale, situation plus ou moins favorable pour une insertion dans l'économie mondialisée, etc.) (Bret, 2011). Au final, on a moins affaire à des pays émergents qu'à des *territoires* émergents – zones d'interface, côtes, « zones franches », villes voire quartiers urbains – ou à une « émergence locale » (Morange, 2011) qui laisse de côté certains territoires au sein des pays dits émergents. Dans ses modalités spatiales, l'émergence semble davantage correspondre à « une constellation de territoires (...) reliés entre eux par des réseaux d'information et de communication », rappelant « la configuration historique originelle de "l'économie-monde" braudélienne : celle des réseaux de cités » (Gabas et Losch, 2008). »

Document 4 = les aspects démographiques de l'émergence

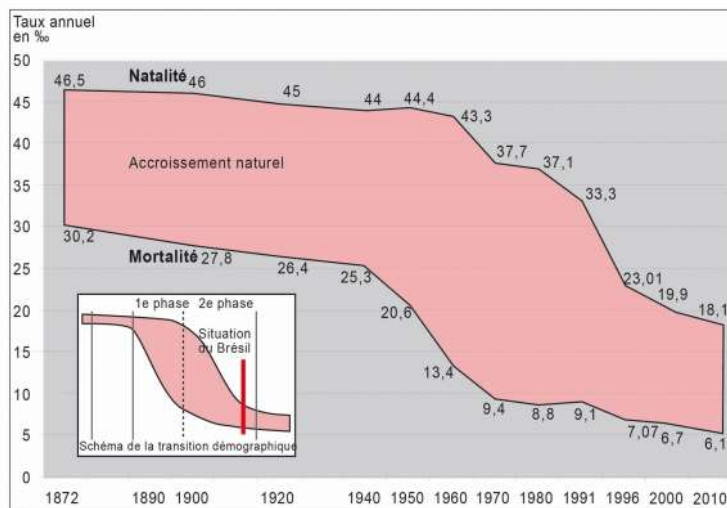
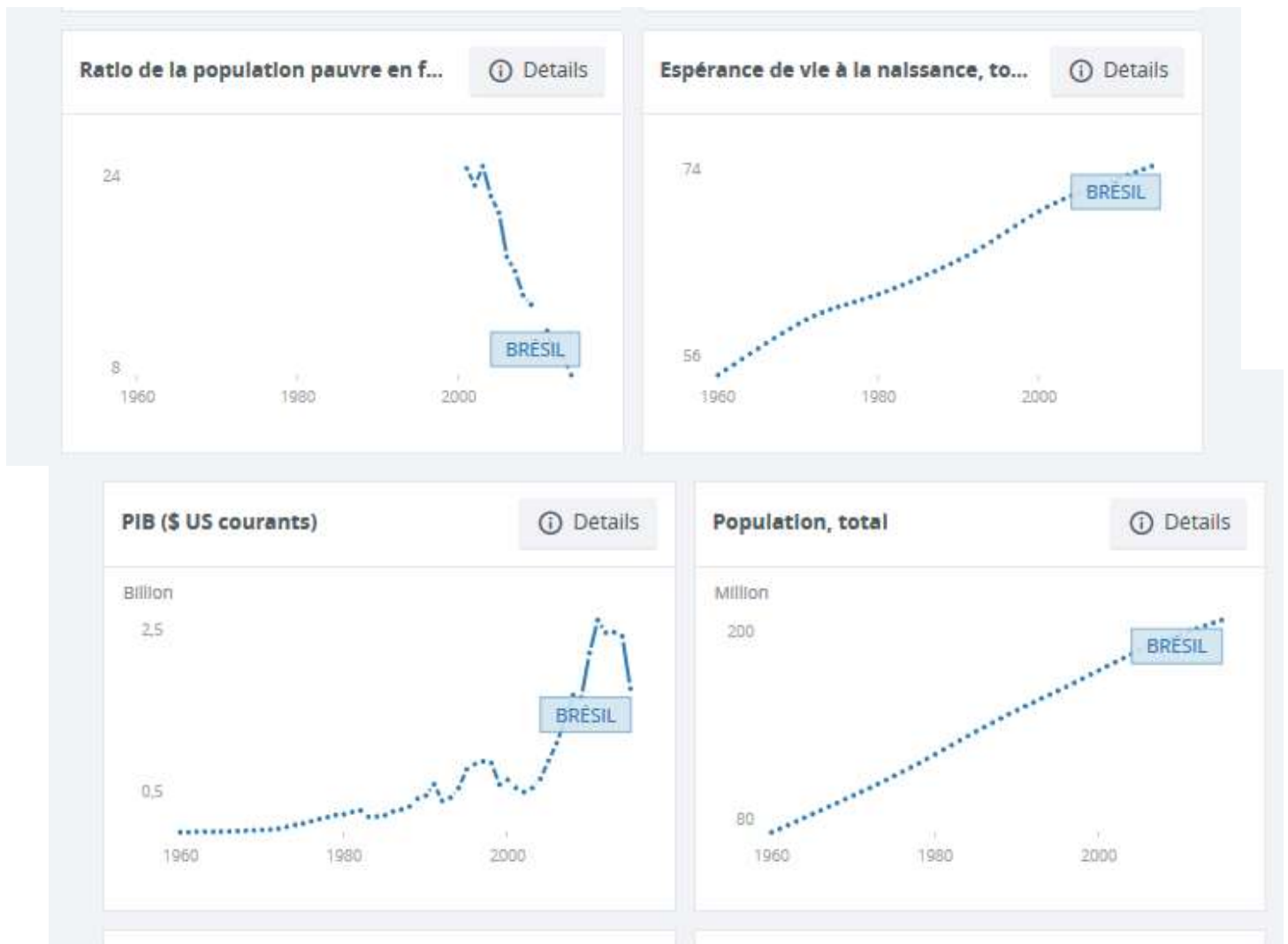
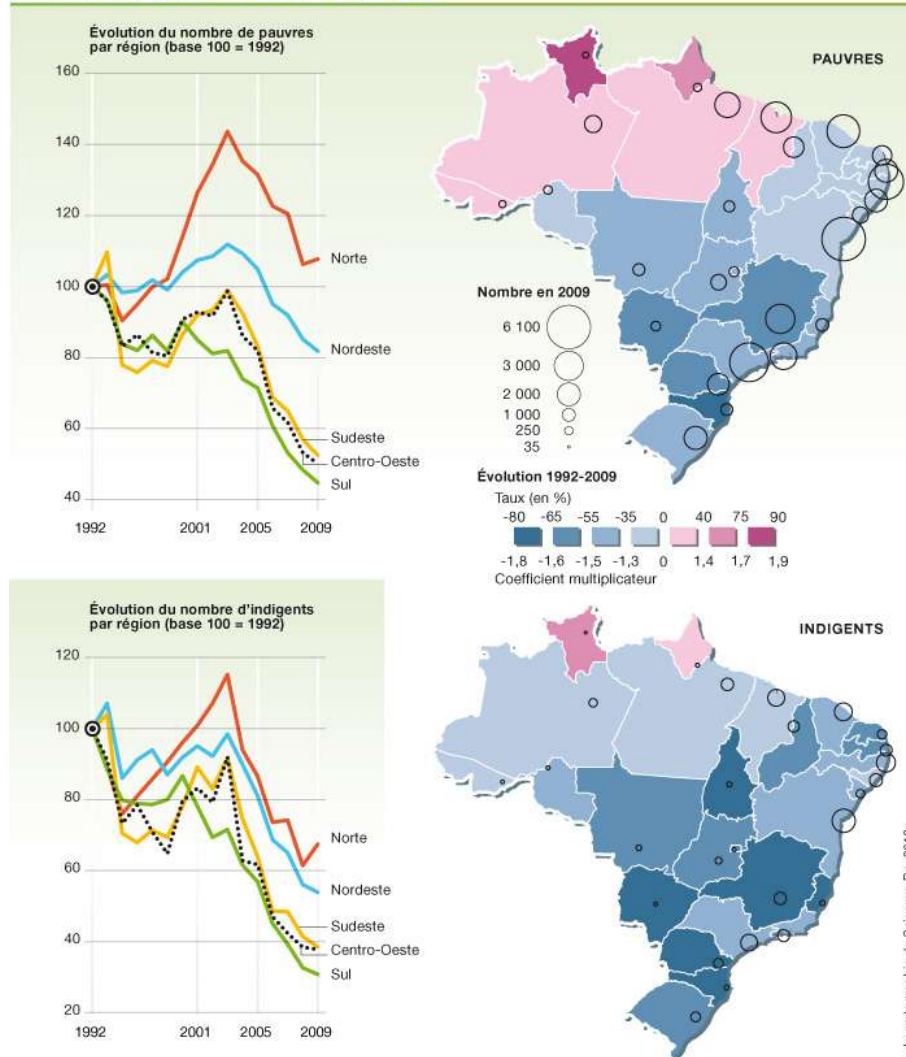


Tableau 1 - Indicateurs économiques et socio-démographiques sur le Brésil et ses 5 régions

	Brésil	Nord	Nordeste	Centre Ouest	Sud	Sudeste
Superficie (milliers km ²)	8 547	3 870	1 561	1 612	577	927
Superficie (%)	100	45,3	18,2	18,9	6,9	10,9
Population (%)	100	7,2	28,5	6,7	15,0	42,7
Population 1996 (millions)	157,1	11,3	44,8	10,5	23,5	67,0
PNB par habitant Revenu (US\$) (a)	2 839	1 919	1 363	2 911	3 255	3 833
Taux d'accroissement annuel (1996)	1,4	2,4	1,1	2,2	1,2	1,4
Taux d'urbanisation (%)	78	62	65	84	77	89
Analphabétisme féminin (+ de 15 ans)	15	11 (b)	27	12	10	10
Espérance de vie (années)	67	67 (b)	64	68	70	69
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances)						
1980	69,1	62,8	106,8	47,4	43,7	47,9
1990	49,7	53,2	88,2	30,0	26,7	33,0
1996	37,5	36,1	60,4	25,8	22,8	25,8
Taux d'émigration (%)	—	7,2	19,3	13,5	14,1	13,3
Taux d'immigration (%)	—	18,0	6,6	35,2	14,1	17,9
(a) Banque de données du Sistema Unificado de Saúde - DATASUS (1993)						
(b) Population rurale de Rondônia, Acre, Amazonas, Roraima, Pará et Amapá exclue.						
Sources : [1] et [2]						

Pauvres et indigents au Brésil, 1992-2009



Source : Instituto de Estudos do Trabalho e Sociedade (IETS) - www.iets.org.br, à partir de la Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios (PNAD) do Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). Cartes faites avec Philcarto, <http://philcarto.free.fr>. Méthode de discrétisation : standardisation

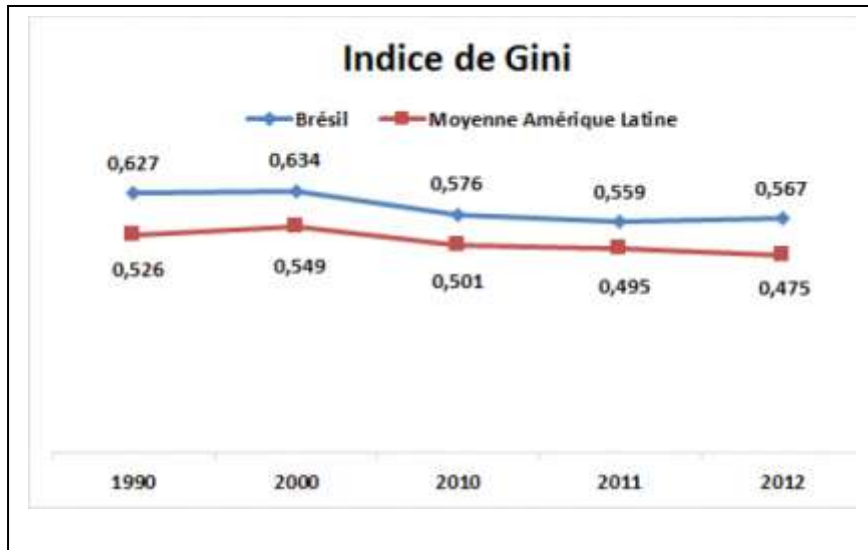
Document 5 : des inégalités à toutes les échelles

Espace populations sociétés, 2014/2-3, Populations et territoires du Brésil, sous la direction de Frédéric Dumont, Marie-Françoise Fleury,

La société brésilienne est historiquement inégalitaire et ses disparités possèdent une forte inscription spatiale. Les inégalités de développement, de richesse et d'accès à la ressource y sont notamment très fortes. Par exemple, Brésil présente de fortes disparités de l'IDH selon les États (Théry). Cet indice est en effet très fort dans certains États, comme le Mato Grosso et les États du Sud et du Sud-Est alors qu'il est faible pour le reste du territoire.

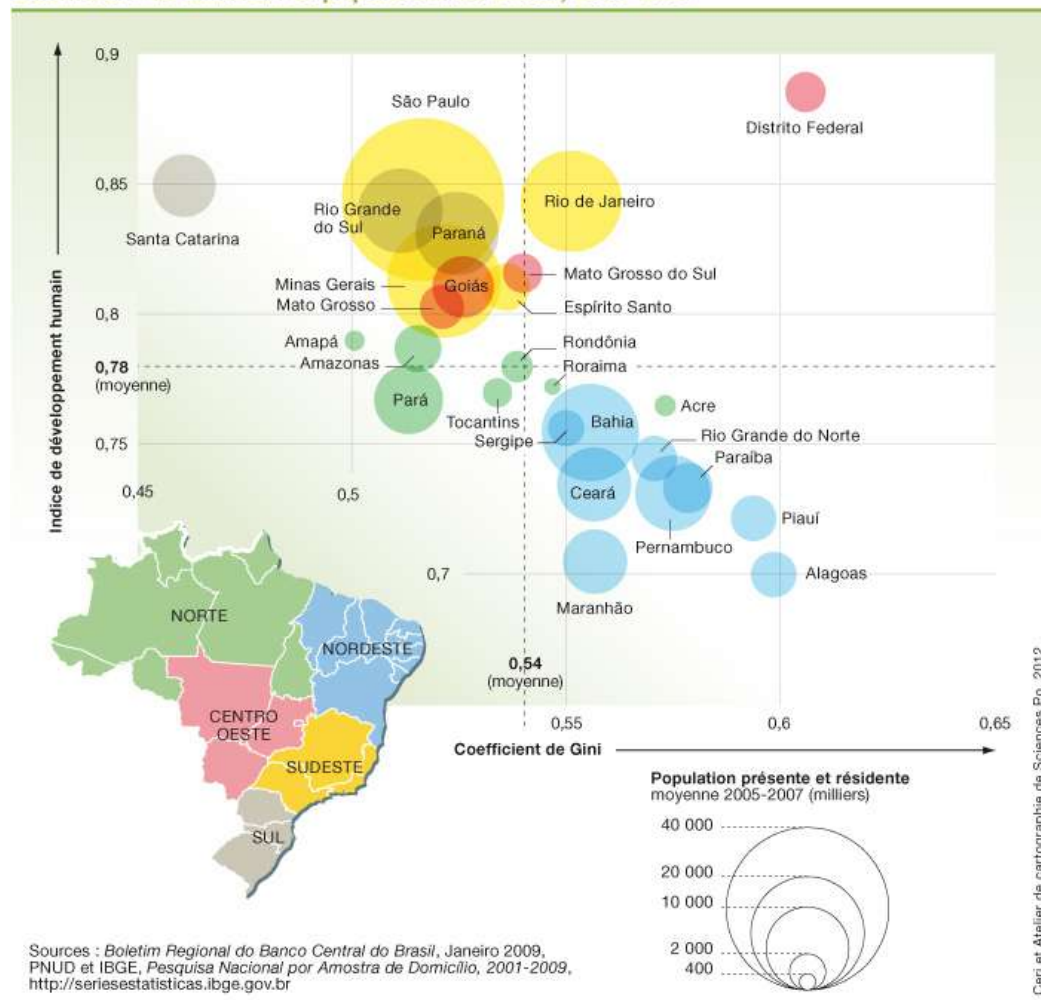
Ces contrastes se retrouvent également au sein des États, et ce, dans tous les milieux. Par exemple, dans les espaces ruraux du Nord, les agriculteurs familiaux se trouvent pour beaucoup en situation de précarité alors que les grands propriétaires de ces mêmes espaces présentent une situation beaucoup plus stable et une influence politique grande sur le territoire. Historiquement, ces disparités de situations ont pour origine des rapports inégalitaires. Ces derniers, hérités en partie de l'histoire coloniale, sont en effet encore très courants et acceptés au Brésil avec des relations de dépendance encore très fortes

Localement, il existe également une forte ségrégation socio-spatiale, notamment au sein des villes. Les populations pauvres et les populations précaires vivent dans les *favelas* ou dans les *cortiços* (Paris), situés en périphérie ou dans le centre, sur les terres les moins accueillantes. À Rio de Janeiro, par exemple, les populations pauvres sont relégués dans les espaces difficilement constructibles, pentes et marécages, souvent en périphérie alors que les populations riches possèdent des terres sur les territoires plats et secs, à proximité du centre-ville (Chétry et Legroux).



La baisse des inégalités est principalement due à la conjonction de l'amélioration des revenus du travail (expliquée en partie par l'augmentation importante du salaire minimum en 2000), de la création puis l'expansion des programmes de transfert conditionnel de revenu, tels que Bolsa Familia en 2003, et de l'expansion des programmes d'aide sociale comme la retraite rurale et le Benefício de Prestação Continuada. Une analyse de la réduction des inégalités au cours de la période 1995-2009 réalisée par Soares (2010) montre qu'en fait, la baisse de l'inégalité est due pour un tiers à des politiques de transfert de revenu et pour deux tiers à l'amélioration des revenus du travail.

Coefficient de Gini/IDH et population au Brésil, 2005-2007



Document 6 = les inégalités dans les villes

Hervé Théry, "Une photo pour penser les inégalités" justice spatiale n° 7 janvier 2015, <http://www.jssj.org> 7/2015

La photographie ci-dessous a fait le tour du monde. Son auteur, le photographe brésilien Tuca Vieira, se plaint parfois de ce qu'elle lui a échappé, mais il prolonge ensuite sa réflexion de façon intéressante et nuancée.

Tuca Vieira écrit 1: « Récemment, j'ai trouvé une photo de moi sur Facebook, sans mention de l'auteur, mais avec des centaines de commentaires. Personne ne se demandait qui a pris la photo. Elle a été faite il y a une dizaine d'années pour la Folha de S. Paulo et je reçois encore du monde entier des demandes de reproduction dans des livres, des magazines et du matériel éducatif. Je lui dois beaucoup. Elle a fait connaître mon travail, m'a valu des prix, m'a conduit à des expositions ici et à l'étranger. Mais le fait est que j'ai perdu le contrôle de cette image ».

Il prolonge alors sa réflexion sur ce que l'impact de la photo a représenté pour lui : « J'ai commencé à être présenté comme "Tuca, le gars qui a pris cette image". [...] Aujourd'hui, cette situation ne me dérange pas [...] cette photo me fera peut-être atteindre ce qui devrait être l'objectif d'un artiste : provoquer une réflexion sur le monde et non sur le travail et son auteur. C'est peut-être le grand mérite de la photo. Elle s'est libérée de son auteur et du contexte original pour enrichir un débat sur le Brésil, l'Amérique latine, sur l'inégalité.

Profitons à notre tour de l'anecdote pour pousser la réflexion. La photo a été prise à Paraisópolis, un bidonville de São Paulo enclavé dans le quartier chic de Morumbi, où se situe le palais du gouverneur de l'État.

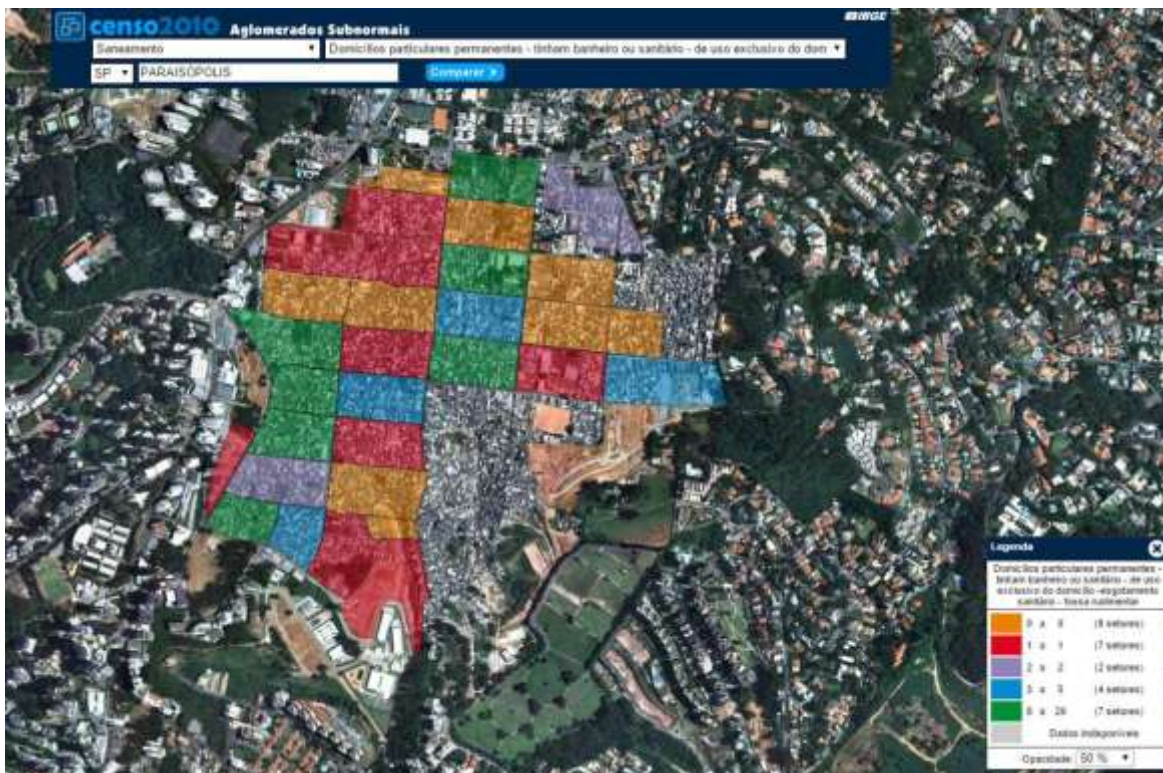


La favela Paraisópolis est située dans la zone sud de la ville de São Paulo, dans le district de Vila Andrade, et compte une population de plus de 60 000 habitants sur 118 hectares. Elle est issue d'un lotissement destiné à accueillir des maisons pour classes supérieures lancé en 1921. Dans les années 1950 ont commencé les « invasions » de lots, restés vides dans ce quartier semi-rural, par des familles à faible revenu, en majorité des migrants du Nordeste (la région la plus pauvre du pays), attirés par la possibilité de trouver des emplois dans le bâtiment dans une ville alors en pleine expansion : sa population est passée de 2,2 millions d'habitants en 1950 à 3,8 millions en 1960 (4,7 pour l'agglomération, dite Région métropolitaine de São Paulo).

En raison de l'indifférence des pouvoirs publics et des difficultés de la régularisation foncière, la favela comptait déjà 20 000 habitants en 1970. Au même moment, de nouveaux quartiers aisés et des condominiums de luxe ont été créés autour des zones d'invasion, souvent construits par les résidents de Paraisópolis.

Paraisópolis a une forte densité de population, 1 000 habitants par hectare. Seulement 25% de cette population vit dans des maisons disposant d'accès aux égouts, la moitié des rues ne sont pas goudronnées et 60% utilisent des moyens illicites pour obtenir de l'électricité.

Paraisópolis est devenue une référence pour qui étudie les favelas). Rien qu'en mars 2008, selon le site de la mairie de São Paulo⁴, Paraisópolis a reçu des délégations internationales venues de Lagos (Nigeria), Ekurhuleni (Afrique du Sud), Le Caire (Égypte), Manille (Philippines), Mumbai (Inde), Rio de Janeiro (Brésil), La Paz (Bolivie), du Chili, Île-de-France et du Ghana.



Source : Hervé Théry, propos recueillis par Sophie Landrin, Le Monde, 20 juin 2013 « Les villes concentrent toutes les inégalités »

Quelque 80 % des Brésiliens sont des citadins. Les villes attirent, car elles offrent des services et des emplois, mais elles manquent d'infrastructures en matière de transports, d'assainissement, de logements. Ce sont des concentrés d'inégalités. São Paulo, 18 millions d'habitants, 20 millions avec ses deux voisines, Santos et Campinas, ne compte que quatre lignes de métro. A l'est, une zone de quatre millions d'habitants, très pauvres, n'est desservie que par des transports publics archaïques, des bus en très mauvais état et des trains surchargés. Pour venir travailler dans le centre, ces habitants mettent deux heures matin et soir. (...)

Le Brésil est un des pays les plus inégalitaires. Il y a un véritable abîme entre les riches et les pauvres. Quand, en Europe, l'écart de richesse va d'1 à 5, au Brésil, il est d'1 à 100. À São Paulo, 10 % de la population vit en bidonville, à la périphérie. (...) Par peur des pauvres, les classes moyennes et les riches se regroupent dans des communautés fermées comme dans le reste de l'Amérique du Sud [comme] Alphaville, construite près de São Paulo dans les années 1970. Même dans les quartiers tranquilles du centre, les immeubles cossus sont entourés de grilles de fer, protégés par des clôtures électriques et des sas d'entrée.

À l'échelle urbaine, vos photographies de São Paulo ou Curitiba donnent à voir une ville très étendue, presque sans fin. Pourriez-vous nous décrire la morphologie urbaine d'une ville brésilienne ?

Nous sommes sur le continent américain donc il y a de la place. Au Brésil, il y a beaucoup de trous spéculatifs aussi. Ainsi, à São Paulo on réaménage un quartier de 40 hectares, qui était vide. La morphologie urbaine est en doigts de gant. On trace une voie et la population s'agglomère au long, avec des trous entre les doigts. La notion de compacité n'est pas du tout appliquée. Il y a une planification, mais elle est peu respectée, donc il y a des équipements très consommateurs d'espace près du centre. Les logiques qui sous-tendent l'espace urbain sont la disponibilité des terres et leurs prix faibles. Il n'y a pas vraiment de logiques pour « recentrer » les villes, ni de politiques pour requalifier des quartiers péricentraux.

Le centre historique, qui est souvent récent, est abandonné aux pauvres. Ce quartier peut être taudifié, en général il est dégradé. La situation des centres-villes s'est aggravée avec l'apparition des centres commerciaux qui ont provoqué la disparition des commerces de centre-ville, jusque là prestigieux. Ensuite, il y a un quartier péricentral, souvent vers l'ouest, parfois clôturé en *gated community*, où se concentrent les riches. Le symbole de ces quartiers est Alphaville, créée à São Paulo, avec des répliques dans d'autres villes. C'est presque devenu une marque de quartiers fermés, qu'on appelle localement les *condominios fechados*. Autour, il y a une couronne de *favelas*, et puis l'essentiel de la ville est composé de quartiers autoconstruits. Ce ne sont ni des bidonvilles, ni des quartiers d'habitat populaire. Ce sont des quartiers anarchiques, sans planification. L'habitat est composé de maisons basses qu'on fait monter au fur et à mesure. L'un des exemples est la zone est de São Paulo qui regroupe 4,5 millions d'habitants, pratiquement sans équipements publics. L'université de São Paulo a récemment installé un campus dans cette zone. Un vaste terrain libre entourait le terminus de la ligne de métro 3, c'est là qu'a été construit le stade qui accueillera le premier match de la Coupe du monde. C'est donc très symbolique et cela pourrait avoir une fonction restructurante pour le quartier. La majorité de la population urbaine vit dans ces quartiers.

ALPHAVILLE, Des brésiliens sous une cloche dorée, Villes du futur, futur des villes : quel avenir pour les villes du monde ? rapport du Sénat, Rapport d'information n° 594 (2010-2011) de M. [Jean-Pierre SUEUR](#), fait au nom de la Délégation à la prospective, déposé le 9 juin 2011

Face à une insécurité grandissante à Sao Paulo et la difficulté des pouvoirs publics de résoudre le problème, un promoteur immobilier, Takaoka et Albuquerque, a l'idée au début des années 1970 d'édifier à 25 kilomètres du centre de Sao Paulo une cité qui réunirait tous les avantages de la ville dans un univers complètement sécurisé et protégé. Le lieu, baptisé « Alphaville » en l'honneur du film de Jean-Luc Godard, repose sur une sélection naturelle de ses habitants par l'argent : pour être admis au sein de ce club résidentiel, il suffit d'acheter une maison dont les prix varient entre 700 000 et 2 millions d'euros.

Cette forteresse constitue le produit le plus abouti conçu par l'industrie de la sécurité privée : un oasis résidentiel entouré de hauts murs et baignant dans le luxe et le calme. Une milice privée est chargée de patrouiller jour et nuit dans la cité et l'identité de chaque visiteur est contrôlée de près. Assurant sa propre sécurité, la cité fonctionne comme une agglomération indépendante.

Les 20 000 résidences et villas, jouissent d'un accès à de nombreux services à l'intérieur même des murs : un centre commercial, onze écoles, une université, des cabinets médicaux, des coiffeurs, des magasins d'alimentation, des restaurants, des cinémas, des clubs sportifs de tout genre, un golf et des banques sont réservés aux habitants. En plus de ces équipements, les promoteurs ont développé une activité tertiaire de

bureaux (2300 entreprises y sont implantées), faisant que plus de 150 000 personnes entrent et sortent chaque jour de cette forteresse accessible seulement par l'automobile.

Le succès est tel que les trente trois Alphaville déjà construites ne suffisent à satisfaire la demande. Les promoteurs ont dupliqué dans les années 1990-2000 leur concept dans plusieurs autres villes du Brésil (Campinas, Ribeirao Preto, Curitiba, Londrina, Salvador, Manaus, Natal, Gramado, Belo Horizonte). Alphaville fait figure d'aboutissement de la ville privatisée : les promoteurs effectuent tous les travaux (adduction d'eau, électricité, communications, aménagement, jardins, éclairage public, pavage des rues, etc.), assurent l'entretien, maîtrisent sa gestion, garantissent la sécurité de l'ensemble et contrôlent les orientations sur le développement futur de la cité.